

# Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



# RIGES

**ISSN: 2521-2125**

**Numéro Spécial  
Janvier 2020**



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

## ADMINISTRATION DE LA REVUE

### *Direction*

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

### *Secrétariat de rédaction*

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Assistant à l'UAO

### *Comité scientifique*

- **HAUHOUOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ** Koffi Ayéchoro†, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, UL (Togo)

## EDITORIAL

L'assemblée générale des Nations Unies a adopté le 25 septembre 2015 un programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce programme repose sur 17 objectifs de développement durable dans les domaines de l'économie, du développement social et de la protection de l'environnement. Le socle de tous ces objectifs de développement demeure la gestion durable de l'environnement et la réduction de la pauvreté. Cette gestion est vitale pour la croissance économique et le bien-être des populations. Elle est un levier de la réduction de la pauvreté. Selon la Banque Mondiale, des écosystèmes en bonne santé sont essentiels à la croissance à long terme des secteurs économiques et à l'origine de plusieurs centaines de million d'emplois (<https://www.banquemondiale.org/fr/topic/environment/overview>). La ville est un système écologique, socio-économique et démographique particulier qui reflète généralement le niveau de développement et la conscience environnementale d'un pays. « L'expérience montre qu'à travers le monde, l'urbanisation est allée de pair avec un meilleur épanouissement humain, des revenus en hausse et des meilleures conditions de vie. Toutefois, ces avantages passent par des politiques publiques bien conçues qui soient à même d'orienter la croissance démographique, transformer l'accumulation des activités et ressources et assurer une distribution équitable des richesses » (ONU-HABITAT, 2010).

Malheureusement, les villes africaines sont en crise (champaud, 1991 ; Dubresson, 2003 ; ONU-HABITAT, 2010). Cette crise se traduit par :

- Le manque de moyens financier des collectivités locales ;
- Les problèmes d'accès à l'eau potable ;
- Les difficultés de circulation avec des voiries mal entretenues ;
- Les problèmes d'assainissement et d'enlèvement des ordures ;
- Le chômage à des niveaux très élevés.

La Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes (RIGES) invite à travers un numéro spécial à mener la réflexion sur les questions de pauvreté et de gestion de l'environnement dans les villes d'Afrique subsahariennes. Ce présent numéro qui a pour thème : « **pauvreté et gestion de l'environnement urbain en Afrique subsaharienne** ». vise à actualiser le diagnostic des problèmes environnementaux des villes d'Afrique Subsaharienne dans un contexte de faiblesse financière des personnes physiques et morales.

Les contributions sélectionnées se regroupent autour des axes suivants :

- Eau et vie urbaine ;
- Environnement urbain et santé ;
- Agriculture urbaine ;
- Pauvreté et bien-être environnemental.

**Secrétariat de rédaction**

**TRA BI Z. ARMAND**

### **COMITE DE LECTURE**

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

## Sommaire

<b>AXE 1 : EAU ET VIE URBAINE</b>	7
<p><b>MAMADOU Ibrahim, MALAM ABDOU Moussa, BAHARI MAHAMADOU IBRAHIM Mahamadou, ABBA Bachir</b></p> <p><i>Augmentation du ruissellement et inondation des terres agricoles de la cuvette de Gayi dans la région de Zinder au Niger</i></p>	8
<p><b>Lionel Arnaud N'CHO, André Della ALLA, N'Kpomé Styvince KOUAO, Alexis Loukou BROU</b></p> <p><i>Rupture des barrages hydroélectriques d'Ayamé et impacts potentiels en aval : cas de la ville d'Aboisso en Côte d'Ivoire</i></p>	25
<p><b>MAI Gilles-Harold Wilfried, ZOMBO Jean Philippe, ALOKO N'GUESSAN Jérôme</b></p> <p><i>Les déterminants socioéconomiques et démographiques de l'accès à l'eau potable dans la ville de Guiglo (ouest de la Côte d'Ivoire)</i></p>	41
<b>AXE 2 : ENVIRONNEMENT URBAIN ET SANTE</b>	57
<p><b>Christian BAÏKAME WASSOU, Valentin ZOUYANE, Anselme WAKPONOU</b></p> <p><i>Discontinuité de l'assiette topographique et extension spatiale du tissu urbain de Bertoua (Est-Cameroun)</i></p>	58
<p><b>CISSE Idrissa, FAYE Issa, BADIANE Alexandre, DIÉDHIOU Sécou Omar</b></p> <p><i>Usage domestique de combustibles de bois et risques sanitaires en milieu urbain : cas de Bakel (Sénégal)</i></p>	72
<p><b>Zamblé Armand TRA BI, Kpaka Sabine DOUDOU DIOBO, Affoussiadou KONE</b></p> <p><i>Cartographie des diarrhées infanto-juvéniles en lien avec les conditions hydriques et sociales dans la ville de Bouaké</i></p>	87
<b>AXE 3 : AGRICULTURE URBAINE</b>	106
<p><b>KOUIYE Gabin Jules</b></p> <p><i>Femmes, culture maraichère et lutte contre la pauvreté dans la commune d'arrondissement de N'Gaoundéré 2 (Cameroun)</i></p>	107

<p><b>KONAN Kouakou Attien Jean-Michel, DIARRASSOUBA Bazoumana, GOLLY Anne-Rose N'dry, YEO Tialagnon Chata Céline</b></p> <p><i>L'utilisation des moustiquaires et la sécurisation de l'agriculture urbaine dans les espaces urbains de Korhogo (Nord-Côte d'Ivoire) et de Bouaké (Centre-Côte d'Ivoire)</i></p>	128
<p><b>AXE 4 : PAUVRETE ET BIEN-ETRE ENVIRONNEMENTAL</b></p>	145
<p><b>Yao Jean-Aimé ASSUE</b></p> <p><i>L'emploi et la richesse au quartier des morts : cas du cimetière municipal de Bouaké (centre-Côte d'Ivoire)</i></p>	146
<p><b>OKA Kouakou Ferdinand, ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, DJAKO Arsène</b></p> <p><i>Les contraintes liées à la mise en œuvre des compétences transférées : cas de la commune d'Adzopé (Côte d'Ivoire)</i></p>	159
<p><b>KOFFI Konan Norbert, YOMAN N'Goh Koffi Michael,</b></p> <p><i>Gouvernance foncière et développement durable dans le périurbain de Bouaké</i></p>	177

## **LES DÉTERMINANTS SOCIOÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LA VILLE DE GUIGLO (OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE)**

**MAI Gilles-Harold Wilfried**

Docteur en Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny,  
Laboratoire de cartographie, populations et développement (CAPDEV),  
Email : mgillesharold@gmail.com

**ZOMBO Jean Philippe**

Doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny,  
Laboratoire de cartographie, populations et développement (CAPDEV),  
Email : zombojeanphilippe@gmail.com

**ALOKO-N'GUESSAN Jérôme**

Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët-Boigny

### **Résumé**

L'accès à l'eau potable est un besoin universel et un droit fondamental de la personne humaine. Cependant, il demeure un luxe pour les personnes vivant dans les villes en développement. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les institutions internationales ont fait de la réduction du pourcentage de la population n'ayant pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson, l'une des préoccupations des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En Côte d'Ivoire, l'accès à l'eau potable est une préoccupation pour l'État qui, depuis l'indépendance a entrepris plusieurs politiques pour l'amélioration des conditions de vie de ses populations. En dépit de ces efforts, la quasi-totalité des villes ivoiriennes n'a pas accès à l'eau potable. Située à l'ouest de la Côte d'Ivoire, Guiglo n'échappe pas à cette réalité. Cette ville est alimentée en eau potable par deux forages dont les débits sont respectivement de 110 m<sup>3</sup>/h et 50 m<sup>3</sup>/h. Malgré ces installations, 18% de la population n'a pas accès à l'eau potable.

Cet article, par le biais d'une méthodologie bâtie autour de la recherche documentaire et d'une enquête de terrain auprès des populations et avec les gestionnaires du service d'eau se propose d'identifier les déterminants socio-économiques et démographiques de l'accès à l'eau potable dans la ville de Guiglo. Les résultats de cette étude montrent que le niveau d'instruction du chef de ménage, la profession du chef de ménage, le revenu du chef de ménage et le statut d'occupation du logement sont les facteurs qui déterminent l'accès à l'eau potable à Guiglo.

**Mots clés :** Eau potable, Accès, Approvisionnement en eau, Guiglo, Côte d'Ivoire.

## **Abstract**

Access to drinking water is a universal need and a fundamental human right. However, it remains a luxury for people living in developing cities. This situation is all the more worrying as international institutions have made the reduction of the percentage of the population without sustainable access to a supply of drinking water one of the concerns of the Millennium Development Goals. In Ivory Coast, access to drinking water is a concern for the State which, since independence, has undertaken several policies to improve the living conditions of its populations. Despite these efforts, almost all Ivorian cities do not have access to drinking water. Located west of the Ivory Coast, Guiglo is no exception to this reality. This city is supplied with drinking water by two boreholes whose flows are respectively 110 m<sup>3</sup> / h and 50m<sup>3</sup> / h. Despite these facilities, 18% of the population does not have access to drinking water.

This article, through a methodology built around documentary research and a field survey with populations and with water service managers, aims to identify the socio-economic and demographic determinants of access to drinking water in the city of Guiglo. The results of this study show that the level of education of the head of household, the profession of the head of household, income of the head of household and the housing tenure status are the factors that determine access to drinking water in Guiglo.

**Keywords:** Drinking water, Access, Water supply, Guiglo, Ivory Coast.

## **Introduction**

L'un des objectifs des Nation Unis par le truchement des Objectifs de développement Durable (ODD) dans sa cible est de garantir un accès universel à l'eau potable et appellent à renforcer le suivi de sa mise en œuvre, de sorte que personne ne soit laissé pour compte. La Côte d'Ivoire, dès 1973 a inscrit la question de l'approvisionnement en eau comme l'un des axes de ses plans d'actions de développement (KOUKOUGNON, 2015 ; p.2) et ce, par la création de la Société de Distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI).

En Côte d'Ivoire, l'accessibilité à l'eau potable est donc l'un des axes majeurs de la politique du gouvernement en matière de gestion intégrée des ressources en eau. Et pour preuve l'État a consenti depuis 2011 d'importants investissements dans le secteur de l'eau potable à travers la mise en œuvre de projets structurants à Abidjan et dans plusieurs localités à l'intérieur du pays, ce qui a permis de booster le taux d'accès à l'eau potable qui est passé de 67% à 69% en milieu rural et de 92% à 94% en milieu urbain. Plus de 1320 milliards de FCFA ont été investi dans le secteur de l'eau depuis cette date (KOUKOUGNON, *op.cit* ; p 12). Malgré cela la Côte d'Ivoire, à

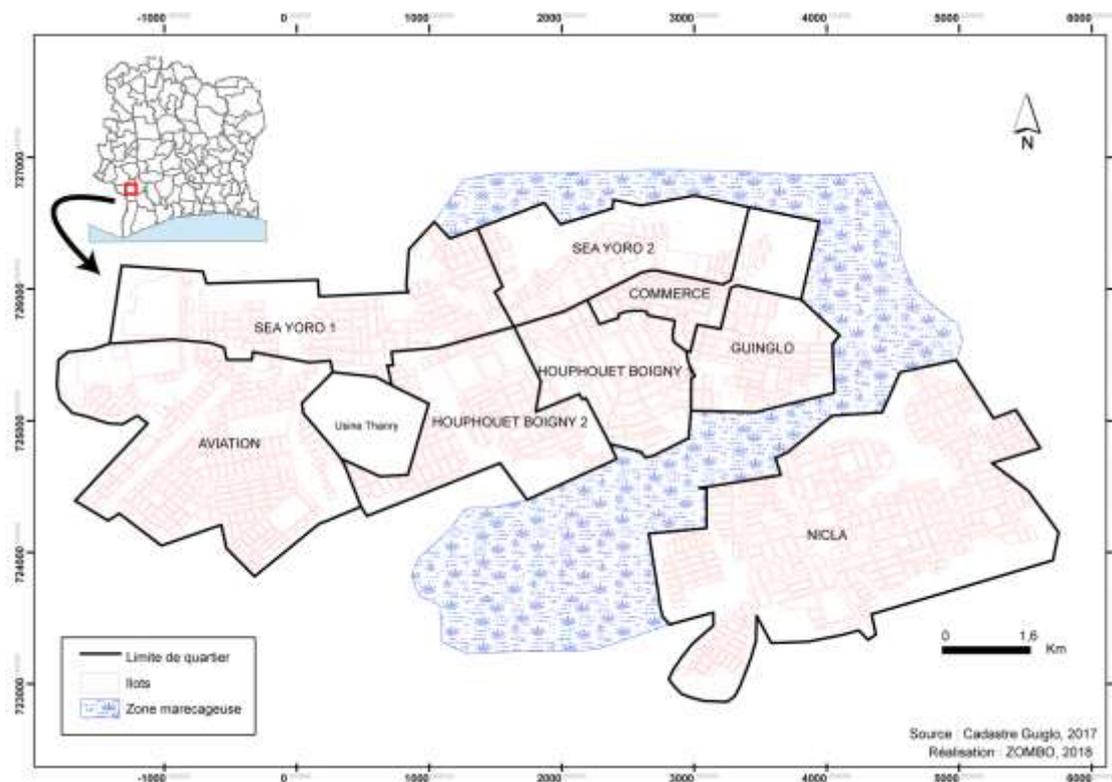
l'instar de nombreux pays Africains, connaît de sérieux problèmes d'approvisionnement en eau potable. Selon un rapport de l'UNICEF (2008), en Côte d'Ivoire, plus de 4 millions de personnes boivent encore de l'eau provenant de sources non améliorées. Cette situation touche de nombreuses régions ivoiriennes dont la région du Cavally et particulièrement la ville de Guiglo. Quels sont alors les déterminants socio-économiques et démographiques de l'accès à l'eau potable dans la ville de Guiglo ? Cette étude vise donc à identifier les déterminants socio-économiques et démographiques à l'eau potable dans la ville de Guiglo.

## 1-Matériel et Méthode

### 1.1-Présentation du cadre spatial d'étude

La ville de Guiglo est située dans l'ouest de la Côte d'Ivoire et selon l'Institut National de la Statistique (INS), huit (8) quartiers composent cette ville. Ce sont les quartiers Aviation, Commerce, Guiglo, Houphouët Boigny 1, Houphouët Boigny 2, Nicla, Séa Yoro 1 et Séa Yoro 2 (Figure 1). La ville de Guiglo fait partie des villes Ivoiriennes qui bénéficient d'une couverture en eau potable. Pourtant 18% de la population du chef - lieu de la région du Cavally n'ont pas accès à l'eau potable.

**Figure 1 : Présentation de la ville de Guiglo**



## 1.2- Méthode et collecte des données

La démarche méthodologique repose de cette étude repose sur l'analyse de source documentaire et l'administration d'un questionnaire aux ménages résidant dans la ville de Guiglo. Les documents utilisés proviennent de divers travaux et écrits portant sur l'accès à l'eau potable, ainsi que des rapports et annuaires statistiques tels que le recensement général de la population et de l'habitat 2014 (RGPH 2014) et le plan d'urbanisme directeur de la ville de Guiglo. L'administration de questionnaire s'est faite durant le premier semestre de l'année 2017. Le questionnaire a été administré à 591 ménages choisis à partir d'une méthode d'échantillonnage non probabiliste par choix raisonné. Il a porté sur les caractéristiques socio-économiques des chefs de ménages et leur accès à de l'eau potable. Les ménages enquêtés ont été répartis à travers les quartiers de la ville comme le montre le tableau 1.

**Tableau 1 : Répartition des ménages enquêtés par quartier dans la ville de Guiglo**

Quartier	Nombre de chef de ménage à enquêter par quartier
Aviation	129
Commerce	27
Guiglo	36
Houphouët Boigny 1	51
Houphouët Boigny 2	60
Séayoro 1	72
Séayoro 2	39
Nicla	177
<b>Total</b>	<b>591</b>

Source : Nos enquêtes, 2018

Dans l'analyse des résultats, un croisement a été fait entre l'accès à l'eau potable (variable dépendante) et les paramètres socioéconomiques et démographique des ménages (variable indépendante). Pour la variable indépendante, la taille du ménage et le niveau d'instruction ont été retenus comme variable sociodémographique tandis que le revenu et le statut d'occupation du logement ont été retenus comme variable socioéconomique. La recherche d'une éventuelle significativité de la relation entre l'accès de la population et les paramètres sociodémographiques et économiques a été faite avec le test de khi<sup>2</sup> au seuil de 5%, sous SPSS.

## 2-Résultats

### 2.1- Caractéristiques des ménages enquêtés

Les données de l'enquête indiquent que 84,77% des ménages enquêtés sont de sexe masculin contre 15,23% de femme. S'agissant du niveau d'instruction, on y trouve des ménages sans instruction (7,27%), ceux ayant un niveau primaire ont une

proportion de 17,6%, les ménages ayant un niveau secondaire sont représentés à 51,44% tandis que les ménages ayant un niveau supérieur ont une proportion de 23,51%. Concernant la taille du ménage, les résultats montrent que les ménages dont la taille varie entre 4 et 8 sont les plus nombreux, ils représentent une proportion de 53,97%. Ils sont suivis par les ménages ayant moins de 4 personnes qui ont une proportion de 25,88%. Les ménages ayant une taille comprise entre 8 et 12 représentent 18,95% et ceux de plus de 12 personnes représentent 1,1%. Les caractéristiques selon le statut d'occupation du logement montrent que 43,50% des ménages enquêtés sont logés gratuitement, 13,6% sont des locataires tandis que 42,8% sont des propriétaires.

## 2.2- Lien entre l'accès à l'eau potable et les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages

### 2.2-1- Niveau d'instruction et accès à l'eau potable

Le tableau 2 présente la répartition des ménages selon le niveau d'instruction des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable.

**Tableau 2 : Répartition des ménages selon le niveau d'instruction des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable**

Niveau d'instruction	Eau potable		total
	Non	Oui	
Aucun	12	31	43
primaire	35	69	104
Secondaire	85	219	304
supérieur	25	115	140
total	157	434	591

Source : Enquête de terrain, 2018

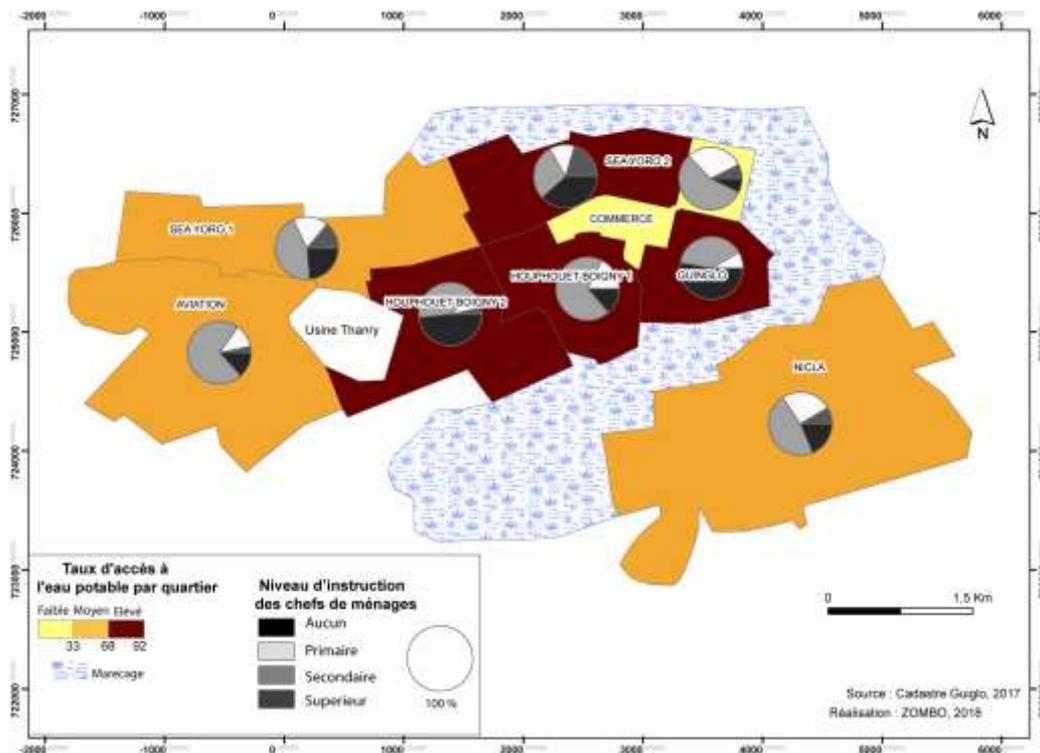
L'analyse du tableau 2 montre que 57,37% des ménages ayant un niveau secondaire ont accès à l'eau potable, ceux de niveau supérieur ayant accès à l'eau potable représentent 26,49%. Concernant les chefs de ménage ayant un niveau primaire, le tableau montre que 15,89% d'entre eux ont de l'eau potable. Les ménages n'ayant aucun niveau représentent quant à eux la faible proportion des ménages ayant accès à l'eau potable. Ils représentent 7,14% de cette catégorie. S'agissant des ménages n'ayant pas accès à l'eau potable, ceux ayant un niveau secondaire sont les plus nombreux. Ils représentent 54,14% de cette catégorie, viennent ensuite les ménages ayant un niveau primaire avec une proportion de 22,29%.

Le tableau 2 montre également que quelque soit la répartition des chefs de ménage selon le niveau d'instruction, ceux qui ont accès à l'eau potable sont les plus nombreux. En effet parmi les chefs de ménage n'ayant aucun niveau d'instruction, la proportion de ces derniers est de 72,09% tandis que ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable représentent 27,90%. 66,34% des chefs de ménage qui ont le niveau

d’instruction primaire ont accès à l’eau potable pendant que 33,65 % d’entre eux n’en a pas. S’agissant les chefs de ménage qui ont le niveau d’instruction secondaire, ceux qui ont accès à l’eau potable représentent 72, 03 % alors que ceux qui n’en ont pas parmi eux ne représentent que 27, 96 %. Quant aux chefs de ménage qui ont fait l’enseignement supérieur, ceux qui ont de l’eau potable dans leur ménage représente 82,14 % contre 17,14 % d’entre eux qui n’ont pas de l’eau potable dans leur ménage. Par ailleurs le test de Khi 2 effectué avec une p value de 0,0372 indique qu’il existe un lien entre le niveau d’instruction et l’accès à l’eau potable. Il faut souligner également que quel que soit la répartition des ménages selon leur niveau d’instruction, les ménages ayant accès à l’eau potable sont les plus nombreux.

Contrairement au tableau 2 qui montre qu’à l’échelle de la ville les chefs de ménage ayant le niveau secondaire sont les plus nombreux, la figure 2 laisse entrevoir que cette réalité n’est pas uniforme dans tous les quartiers de la ville. Dans certains quartiers comme Houphouët Boigny 2, Guinglo et Sea Yoro 2, ce sont les ménages ayant un niveau d’étude supérieur qui ont le plus accès à l’eau potable.

**Figure 2 : Répartition du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon le niveau d’instruction des chefs de ménage**



### 2.2-2- Taille du ménage et accès à l'eau potable

Le tableau 3 présente la répartition des ménages selon la taille du ménage et l'accès à l'eau potable.

**Tableau 3 : Répartition des ménages selon la taille du ménage et l'accès à l'eau potable**

taille du ménage	Eau potable		Total
	Non	Oui	
Moins de 4 personnes	47	106	153
4 à 8 personnes	77	242	319
8 à 12 personnes	31	81	112
plus de 12 personnes	2	5	7
Total	157	434	591

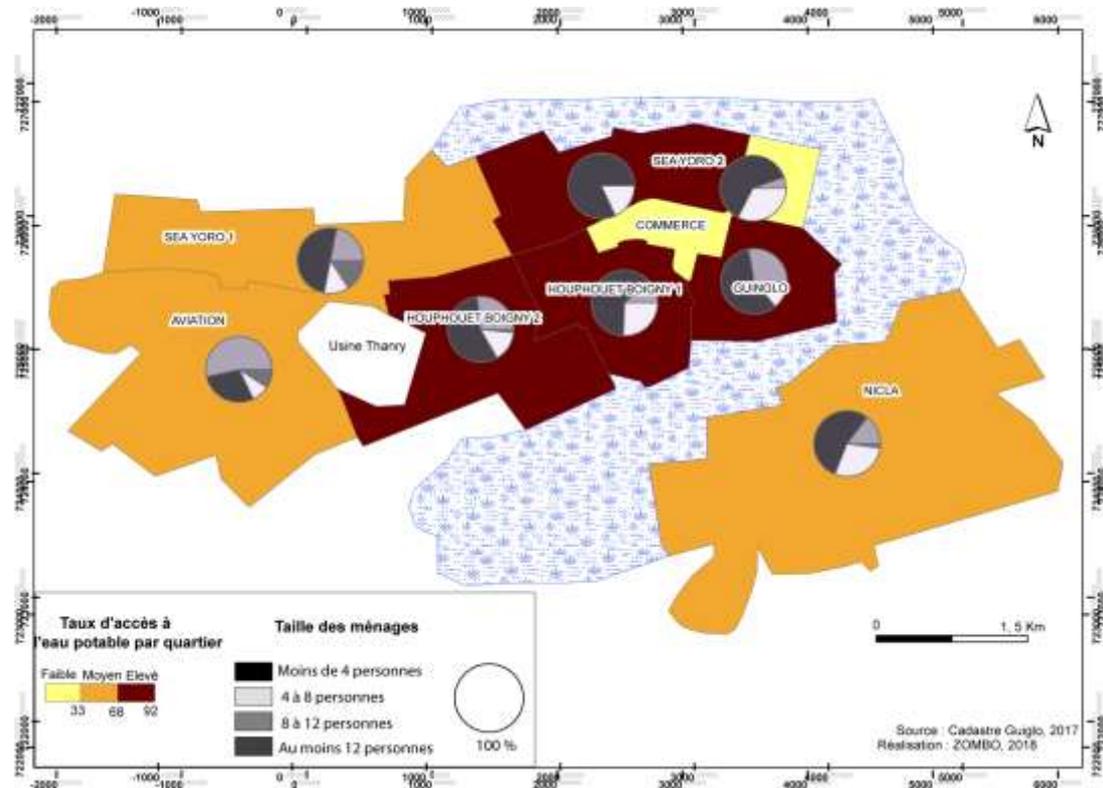
Source : Nos enquêtes 2018

On observe à travers le tableau 3 que 55,76% des ménages ayant accès à l'eau potable ont une taille du ménage comprise entre 4 et 8 personnes, quand 24,43% d'entre eux sont constitués de moins de 4 personnes. 18,66% de cette catégorie a une taille de ménage comprise entre 8 et 12 personnes et seulement 1,15% ont plus de 12 personnes dans le ménage. Concernant les ménages n'ayant pas accès à l'eau potable, les ménages dont la taille est comprise entre 4 et 8 sont les plus représentés avec une proportion de 49,04%. Les ménages ayant moins de 4 personnes représentent 29,95% alors que ceux dont la taille du ménage varie entre 8 et 12 ont une proportion de 19,74%. Les ménages de plus de 12 personnes sont les moins représentés avec une proportion de 1,27%.

Le tableau 3 révèle aussi que quel que soit la classification des ménages selon leur taille, les plus nombreux parmi les différentes classes sont ceux qui ont accès à l'eau potable. Le groupe des ménages qui ont un effectif compris entre 4 et 8 personnes, ceux qui ont de l'eau potable dans leurs ménages représentent 75,86 % de leur effectif tandis que 24,14 % restent encore sans eau potable dans leurs ménages. Parmi les ménages dont l'effectif est composé de moins de 4 personnes, ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable dans leur ménage sont les moins nombreux. Ils représentent 30,71 % alors que ceux qui ont de l'eau potable dans leur ménage sont les plus nombreux. Ces derniers représentent 69,29 % d'entre eux. La proportion des ménages dont l'effectif est compris entre 8 et 12 personnes est de 72,32 % alors que ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable dans cette frange de la population de la ville de Guiglo est de 27,67 %. Quant aux ménages de plus de 12 personnes, 71,42 % d'entre eux ont accès à l'eau potable tandis que 28,58 % n'ont pas de l'eau potable dans leur ménage. Le test de Khi 2 effectué avec une p value de 0,34 indique qu'il n'existe aucun lien entre la taille du ménage et l'accès à l'eau potable. Les chefs de ménage de 4 à 8 personnes sont les plus nombreux à avoir accès à l'eau potable. Cette

réalité est perceptible dans tous les quartiers de la ville sauf au quartier Aviation où cette catégorie est dominée par les ménages dont la taille est inférieure à 4. La figure 3 montre la distribution du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon la taille des ménages.

**Figure 3 : Répartition du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon la taille des ménages**



### 2.2-3- Revenu du chef de ménage et accès à l'eau potable

Le tableau 4 présente la répartition des ménages selon le revenu des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable.

**Tableau 4 : Répartition des ménages selon le revenu des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable**

Revenu (FCFA)	Eau potable		
	Non	oui	total
moins 50000	67	94	161
50000-100000	2	5	7
100000-150000	4	18	22
150000-200000	1	4	5
plus 200000	83	313	396
Total	157	434	591

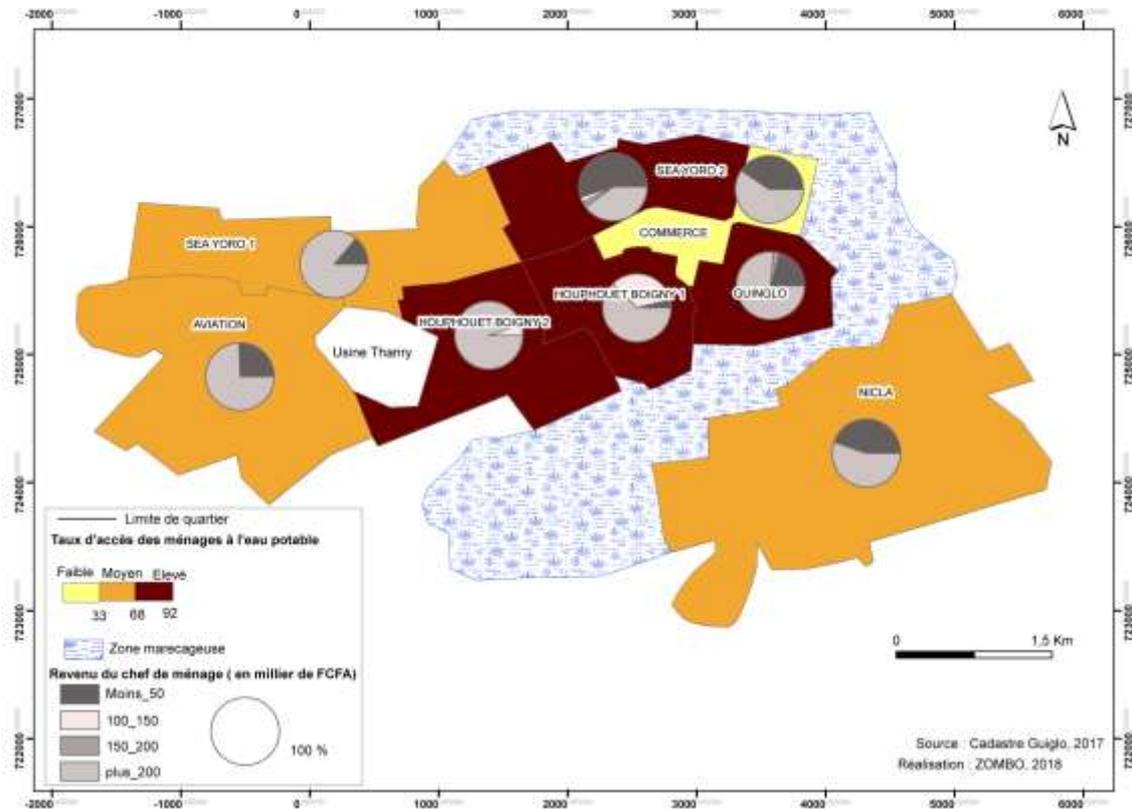
Source : Nos enquêtes 2018

L'étude montre par le truchement du tableau 4 que 72,12% des ménages ayant accès à l'eau potable ont un revenu supérieur à 200 000 FCFA. Il faut noter que 21,65% de ceux ayant un revenu inférieur à 50 000 FCFA ont accès à l'eau potable alors que les ménages ayant un revenu compris entre 100 000 et 150 000 FCFA sont représentés à 4,14%. Les ménages ayant un revenu compris respectivement entre 150 000 et 200 000 FCFA et entre 50 000 et 100 000 FCFA sont les moins nombreux dans cette catégorie. Ils représentent 0,92 % et 1,15 % dans cette catégorie. S'agissant des ménages n'ayant pas accès à l'eau potable, il faut noter que cette catégorie est dominée par ceux ayant un revenu supérieur à 200 000 FCFA. Ils y sont représentés à 52,86%. Dans cette catégorie, 42,75% ont un revenu inférieur à 50 000 FCFA tandis que seulement 0,63% ont un revenu compris entre 150 et 200 000 FCFA.

Le Tableau 4 indique que dans tous les quartiers de la ville de Guiglo, les ménages ayant le plus accès à l'eau potable sont ceux qui sont tenus par des chefs de ménage qui ont un revenu compris entre 100.000 F et 150.000 FCFA. En effet, 81,81 % de cette frange de la population de Guiglo à accès à l'eau potable tandis que 18,19 % d'entre eux ne l'ont pas. Au sein des ménages dirigés par des individus ayant un revenu compris entre 150.000 F et 200.000 FCFA, 80 % ont accès à l'eau potable tandis que 20 % de ce groupe de personne n'en ont pas. 72,42 % des chefs de ménage ayant un revenu compris entre 50.000 F et 100.000 FCFA ont accès à l'eau potable alors que 28,58 % d'entre eux n'ont pas d'eau potable dans leur ménage. Parmi les chefs de ménage ayant un revenu de plus de 200.000 FCFA, les moins nombreux sont ceux qui n'ont pas de l'eau potable dans leur ménage. Ses derniers représentent 20,96 % d'entre eux. Tandis que la proportion de ceux qui ont de l'eau potable parmi eux est de 79,04 %. Quant aux ménages dirigés par des individus qui ont le plus petit revenu dans la ville de Guiglo, c'est-à-dire un revenu de moins de 50.000 FCFA, leur scission montre que 58,38 % d'entre eux ont de l'eau potable dans leur ménage tandis que 41,62 % ne l'ont pas.

Le test de Khi 2 effectué avec une p value de 0,00 indique qu'il existe un lien entre le revenu du chef de ménage et l'accès à l'eau potable. Le tableau 4 montre également que quelques la catégorisation des ménages selon le revenu des chefs de ménage, les ménages les plus nombreux sont ceux qui ont accès à l'eau potable. Au niveau spatial on constate que dans tous les quartiers de la ville, ce sont les ménages qui ont un revenu supérieur à 200 000 FCFA qui ont le plus accès à l'eau potable. La figure 4 montre la distribution du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon le revenu des chefs de ménage.

**Figure 4 : Répartition du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon le revenu des chefs de ménage**



**2.2-4- Statut d'occupation du logement et accès à l'eau potable**

Le tableau 5 présente la répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable.

**Tableau 5 : Répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement et l'accès à l'eau potable**

Statut d'occupation	Eau potable		
	non	oui	total
Gratuit	74	183	257
location	14	66	80
propriétaire	69	185	254
total	157	434	591

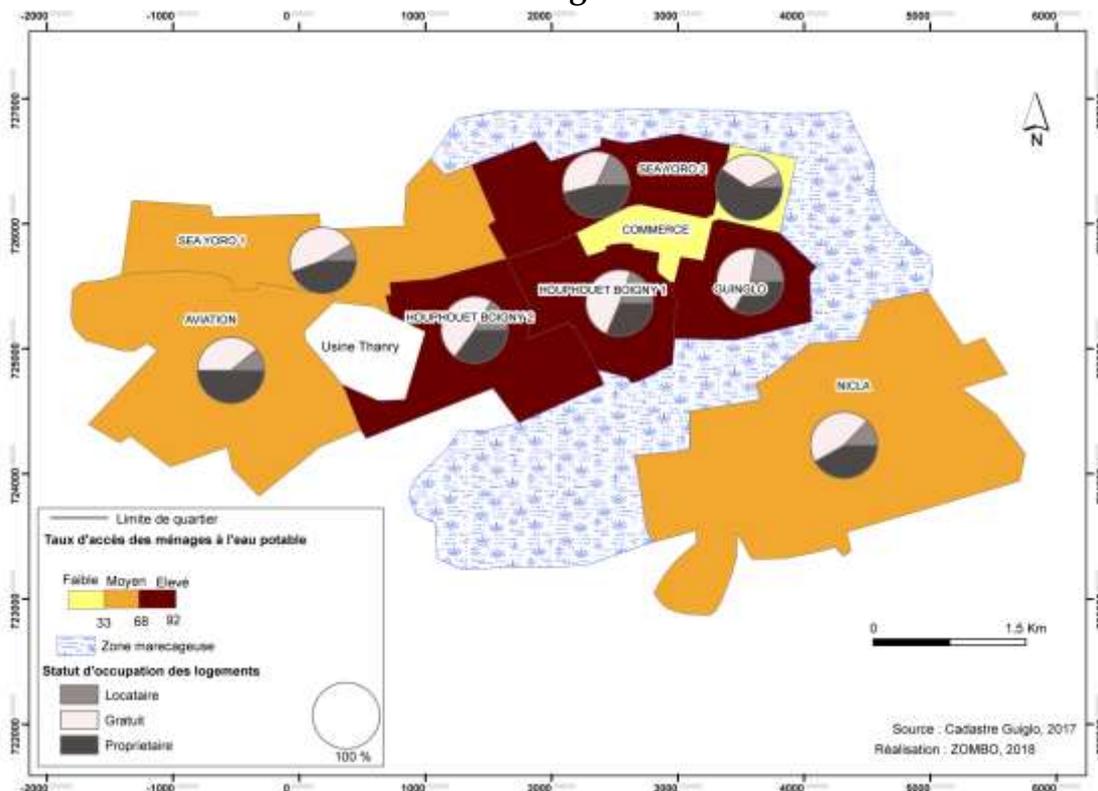
Source : Nos enquêtes 2018

De façon générale, le test de khi 2 avec une p valeur de 0,13 indique qu'il y'a un lien entre le statut d'occupation du logement et l'accès à l'eau potable. Le tableau 5 révèle que les chefs de ménages propriétaire de logement sont les plus nombreux à avoir accès à l'eau potable. Ils représentent 42,62 % de cet effectif. Parmi les ménages ayant accès à l'eau potable, les locataires sont les moins nombreux. Ils représentent 15,20% de cette frange de la population. Tandis que ceux qui ont accès à l'eau potable et résident dans les logements gratuitement représentent 42, 16 % de ce groupe.

Parmi les ménages qui n'ont pas accès à l'eau potable, les plus nombreux sont ceux qui logent gratuitement. Ils sont 74. Cet effectif représente 47,13 % de ce groupe. Les ménages qui sont en location représentent 8,91% des ménages qui n'ont pas accès à l'eau potable tandis que la proportion des ménages tenus par des chefs de ménage propriétaire de leur logement est de 43,94%.

Le tableau 5 montre que quel que soit le statut d'occupation, les plus nombreux sont ceux qui ont accès à l'eau potable. En effet, la proportion des chefs de ménage ayant accès à l'eau potable logés gratuitement, qui louent le logement qu'ils occupent et qui sont les propriétaires de leur logement est respectivement de 71,20 %, 82,5 % et 62,20 % de ces différentes classes alors que ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable représentent respectivement 28,80 %, 17,5 % et 37,80 %. Le tableau 5 les chefs de ménage logés gratuitement et ceux qui sont les propriétaires des logements qu'ils occupent sont les plus nombreux à avoir accès à l'eau potable, cette réalité est la même à travers les différents quartiers de la ville comme le montre la figure 5 quant à elle, indique que cela n'est pas le cas dans les différents quartiers de la ville.

**Figure 5 : Répartition du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon le statut d'occupation de logement des ménages**



### 2.2-5- Statut professionnel du chef de ménage et accès à l'eau potable

Le tableau 6 présente la répartition des ménages selon le statut professionnel des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable.

**Tableau 6 : Répartition des ménages selon le statut professionnel des chefs de ménage et l'accès à l'eau potable**

Statut professionnel	Eau potable		
	Non	oui	total
Fonctionnaire	82	312	394
Retraité	4	15	19
Agriculteur	0	20	20
Informel	36	67	103
Sans profession	35	20	55
Total	157	434	591

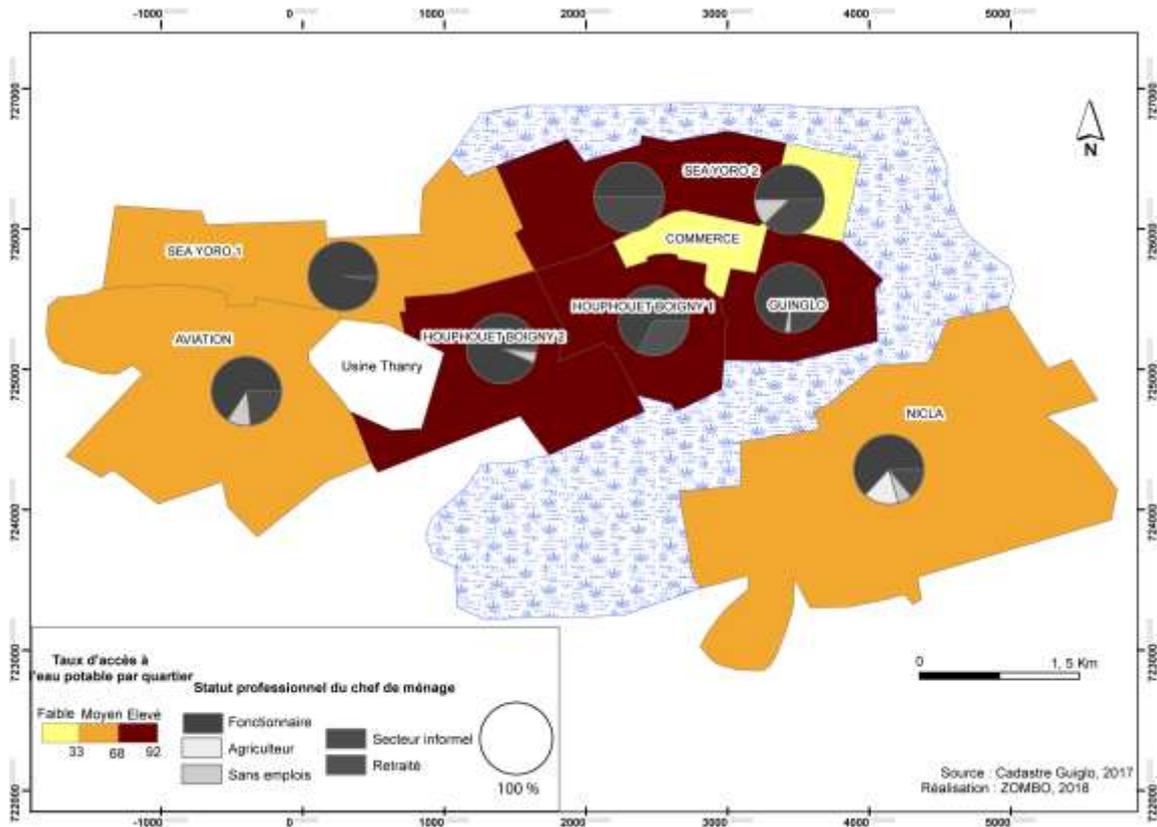
Source : Nos enquêtes 2018

Selon le tableau 6, 71,88% des ménages tenus par des fonctionnaires ont accès à l'eau potable. Les retraités ayant accès à l'eau potable représentent 3,45 %. Concernant les chefs de ménage agriculteur, le tableau 5 montre que 4,60 % d'entre eux ont de l'eau potable. Les ménages dont les chefs exercent dans le secteur informel représentent quant à eux 8,29 % de cette catégorie. Tandis que les chefs de ménages sans profession, représentent 8,06 % de cette catégorie. Quant aux ménages n'ayant pas accès à l'eau potable, les fonctionnaires sont les plus nombreux. Ils représentent en effet 52,22 % de cette frange de la population de la ville de Guiglo. Puis viennent les ménages dirigés par des personnes exerçant dans le secteur informel avec une proportion de 22,92 %. Parmi les ménages sans eau potable, les chefs de ménage sans profession sont au nombre de 35. Ce qui représente 22,29 % de cet effectif. Les retraités sont les moins nombreux. Ils représentent 2,54% des ménages qui n'ont pas accès à l'eau potable.

La figure 6 à l'instar du tableau 6 montre que 79,18 % des fonctionnaires sont des abonnés en eau potable tandis que 20,82 % d'entre eux ne le sont pas. Le tableau 6 montre également que tous les chefs de ménage agriculteur interrogé ont accès à l'eau potable. Parmi les chefs de ménages qui ne sont plus en activité, c'est-à-dire les retraités, seulement 25 % n'ont pas accès à l'eau potable alors que la majorité d'entre eux (75 %) consomme de l'eau potable. Parmi les chefs de ménage qui exercent dans le secteur informel, 65,04 % ont accès à l'eau potable contre 34,96 %. Quant aux chefs de ménages sans activité professionnelles, 63,64% d'entre eux n'ont pas accès à l'eau potable tandis que 36,36 % y ont accès. Par ailleurs, Le test de Khi 2 effectué avec une p value de 0,00 indique qu'il existe un lien entre le statut professionnel du chef de ménage et l'accès à l'eau potable.

La figure 6 ci-dessous montre la distribution du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon le statut professionnel des chefs de ménage. On remarque à travers la ville que les fonctionnaires ont le plus accès à l'eau potable.

**Figure 6 : Répartition du taux de couverture en eau potable des ménages dans les quartiers de la ville de Guiglo selon le statut professionnel des chefs de ménage**



## Conclusion

En somme, il faut retenir que l'accès à l'eau potable demeure un problème majeur pour une partie de la population dans la ville de Guiglo. En effet sur 26,56% des ménages enquêtés n'ont pas accès à l'eau potable. L'enquête a montré que le niveau d'instruction du chef de ménage, la profession du chef de ménage, revenu du chef de ménage et le statut d'occupation du logement sont déterminants dans l'accès à l'eau potable à Guiglo.

## 3- Discussion

### - Lien entre l'accès à l'eau potable et le niveau d'instruction

Cette étude montre que le niveau d'instruction a une influence sur l'accès des ménages à l'eau potable dans la ville de Guiglo. Ces résultats ne sont pas différents de ceux de Mai (2018) qui portaient sur l'accès des populations des villes de Bassam et de Dabou aux équipements de base. En effet, l'auteur nous dit que dans ces villes, l'accès à l'eau potable des ménages est fortement lié au niveau d'instruction du chef

(Mai, 2018 ; p.333). Dans le même sens, Anne et *al.* (2009) affirment que lorsque le niveau d'éducation des membres du ménage augmente, ces derniers sont plus conscients des bénéfices sanitaires liés à la consommation d'eau potable et, de ce fait, sont plus enclins à utiliser des services améliorés lorsque ceux-ci sont disponibles. Selon Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina-Faso (2015) affirme que L'accès des ménages à l'eau potable est fonction du niveau d'instruction du chef de ménage. Les ménages dont les chefs ont le niveau d'instruction secondaire (98,4%) et supérieure (96,8%) ont un accès à l'eau potable plus élevé. Le taux d'accès le plus faible est constaté chez les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction (72,0%).

- *Lien entre l'accès à l'eau potable et la taille du ménage*

Selon notre étude, il n'y a aucun lien entre la taille du ménage et l'accès à l'eau potable dans la ville de Guiglo. Ce résultat est contraire au rapport de l'Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina-Faso qui révèle qu'au Burkina Faso, plus la taille du ménage est élevé, moins il a accès à l'eau potable. En effet, au Burkina Faso, cette structure nous fait savoir que les ménages composés d'une ou deux personnes ont un taux d'accès à l'eau potable plus élevé (83,6%) suivi des ménages composés de trois ou quatre personnes (81,9%). Le plus faible taux d'accès à l'eau potable est constaté dans les ménages composés de sept personnes ou plus (72,4%).

- *Lien entre l'accès à l'eau potable et le revenu*

Cette étude révèle aussi que l'accès des ménages en eau potable dans la ville de Guiglo est influencé par leur revenu. Ce résultat est identique à celui de Koukougnon (2012) qui affirme que la disponibilité financière des chefs de ménage reste l'un des facteurs déterminants pour l'accès à l'eau du réseau SODECI dans la ville de Daloa. En effet, l'auteur affirme qu'avec un taux de pauvreté urbain élevé (40 %), des chefs de ménage de la ville de Daloa ont du mal à mobiliser les ressources financières pour une connexion au réseau d'eau potable s'élevant à 167 013 FCFA (Koukougnon, 2012 ; p. 68). Le refus des propriétaires de réaliser le branchement constitue également un handicap ou une contrainte financière pour des locataires désireux d'accéder à l'eau du réseau. Ces ménages ont aussi des difficultés à réunir les ressources financières pour financer les investissements complémentaires en vue de garantir l'accès à l'eau. Dans le même sens, Ahmadou et *al.*, 2007 ; p. 231) montre que le revenu est déterminant dans l'approvisionnement en eau potable des ménages de Dakar. Selon eux, qu'avec plus de revenu, le ménage est approvisionné en eau potable avec moins de revenu, il se rabat sur les modes informels, à savoir la redistribution et les eaux de surface. Pour Anne et *al.* (2009 ; p. 20), le revenu est une variable significative qui augmente la probabilité qu'un ménage consente à payer pour un service amélioré d'eau potable.

- **Lien entre l'accès à l'eau potable et le statut d'occupation du logement**

Le statut d'occupation du ménage influence également l'accès à l'eau potable des ménages à Guiglo. Ce résultat est partagé par Koukougnon (2015 ; p 68.) qui indique que dans la ville de Daloa, varie également selon le statut d'occupation du logement. Selon lui, les chefs de ménage bénéficiant d'un logement baillé sont tous raccordés au réseau d'eau potable (100 %). Ils sont suivis par les chefs de ménage logés gratuitement dont plus de la moitié est raccordée (60 %). Par contre, les moins raccordés demeurent les chefs de ménage locataires (41, 3 %) et les chefs de ménage propriétaires (22,5 %). Anne et *al.* (2009 ; p.17) partagent également ce même résultat. Selon eux, les ménages ayant le statut de propriétaires et ceux vivants dans les maisons baillées s'approvisionnent le plus en eau potable.

- **Lien entre l'accès à l'eau potable et le statut professionnel du chef de ménage**

L'accès à l'eau potable des ménages est également déterminé par leur profession. Ce résultat est similaire à celui de Koukougnon (2015 ; p. 56) dans son étude sur l'accès à l'eau potable dans la ville de Daloa. Selon lui, La profession du chef de ménage et par ricochet son pouvoir d'achat affecte le mode d'approvisionnement en eau du logement. Les chefs de ménage des catégories « libéral formel », « salarié privé-public » et « retraité » sont plus raccordés au réseau d'eau. Par contre, ceux de la catégorie « libéral informel » et « sans emploi » sont les moins raccordés. Ahmadou et *al.* (2007 ; p. 231) évoquent le lien entre l'approvisionnement en eau potable et le statut professionnel. Ils affirment que les salariés et les retraités s'approvisionnent facilement en eau potable. Ceux qui travaillent à leur compte exercent le plus souvent leurs activités dans le secteur informel, secteur dans lequel il est difficile de réunir des sommes importantes pour faire face au coût de raccordement au réseau ou au paiement régulier de factures.

**Références bibliographiques**

AHMADOU Koré Bah., AMADOU Diallo., RICHARD Morin. (2007), Approvisionnement en eau des ménages de Conakry, Afrique contemporaine 2007/1 (n° 221), p. 225-245.

ANNE Briand., CECILE Nauges., MURIEL Travers. (2009), les déterminants du choix d'approvisionnement en eau des ménages de Dakar : une étude économétrique à partir de données d'enquête, revue d'économie et du développement 2009/3 (volume 17), p. 83-108

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (2015), Enquête multisectorielle continue, Habitat, assainissement et accès à l'eau potable, Ministère de l'économie et des finances, 38p.

KADET Gahe Bertin (1999). *Dynamique spatiale et gestion communale de Guiglo, dans l'ouest Ivoirien*, thèse de doctorat de Géographie, Université Paris X-Nanterre, 356p.

KADET Gahe Bertin (1999). *Urbanisation et pauvreté : aspect de la condition citadine dans la région des montagnes, en Côte d'Ivoire*, in *Urbanisation et pauvreté en Côte d'Ivoire, les cahiers d'outre-mer*, Talence (France), pp 197-217.

KOUKOUGNON Wilfried Gauthier (2012), *Milieu urbain et accès à l'eau potable : cas de Daloa (centre-ouest de la cote d'ivoire)*, Thèse unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 371p.

KOUKOUGNON Wilfried Gauthier (2015), *Stratégies d'accès à l'eau potable dans un quartier défavorisé : cas de Gobelet dans la commune de Cocody (Abidjan-Côte d'Ivoire)*. *Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography* [En ligne], Vol. (2) 2. Mis en ligne le 15 novembre 2015, pp. 60-72. URL: <http://laurentienne.ca/rcgt>

MAI Gilles Harold Wilfried (2017), *Accès des populations aux équipements de base dans les villes du littoral : cas de Dabou et Grand-Bassam*, Thèse Unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 379p

N'DA Paul (2015), *Recherches et méthodologies en sciences sociales et humaines, réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel et son article*, Paris, l'harmattan 275p.

UNICEF (2008), *rapport sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène*, 42 p.

ZOMBO Jean Philippe, MAI Gilles Harold. Wilfried, ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, (2018), « *Apport des collectivités dans le développement local : Cas de la mairie de Guiglo (Ouest de la Cote d'Ivoire)* », in: *Villes et Développement en Afrique Subsaharienne, Mélanges en l'honneur du Professeur Emérite Benoît D. N'BESSA*, Tome 2, ISBN N° 978-99919-0-000-1, Université d'Abomey-Calavi Cotonou.